

## Études internationales



Hieronymi, Otto (Ed.), *L'ordre international vu de Genève/International Order : A view from Geneva*. Genève, Association des Anciens Étudiants de l'Institut Universitaire des Hautes Études Internationales, Coll. Annales d'études internationales/Annals of International Studies, vol. 12, 1983, 152 p.

Daniel Colard

Volume 16, Number 1, 1985

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701803ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701803ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Colard, D. (1985). Review of [Hieronymi, Otto (Ed.), *L'ordre international vu de Genève/International Order : A view from Geneva*. Genève, Association des Anciens Étudiants de l'Institut Universitaire des Hautes Études Internationales, Coll. Annales d'études internationales/Annals of International Studies, vol. 12, 1983, 152 p.] *Études internationales*, 16(1), 163–165.  
<https://doi.org/10.7202/701803ar>

nous vienne en aide, qui avons utilisé cette arme sous l'empire de la colère contre d'autres, et contre des dizaines de milliers de non-combattants sans défense ».

Tout au long de son étude, Cox fait allusion aux hypothèses avancées par Zuckerman, Rostow, Bundy et Kennan; mais il ne croit pas que les hommes de science, les stratèges et les dirigeants, aux États-Unis ou en Union soviétique, contrôlent réellement la course aux armements, ou même leurs propres rôles au sein de cette course. Son analyse semble indiquer que les arsenaux nucléaires gigantesques des superpuissances ont placé celles-ci dans une relation de conflit et d'alliance à la fois. Il s'agit d'un système de grandes puissances dominé par les armes nucléaires, dans lequel la course aux armements est nourrie par une confrontation visant à déterminer laquelle des grandes puissances préciserait les règles qui gouvernent les relations internationales. L'aspiration à l'hégémonie diplomatique plutôt que l'illusion d'une victoire militaire constitue le cœur du problème.

Cette analyse amène Cox à conclure que la plus récente accélération de la course aux armements entreprise sous l'administration du président Jimmy Carter, fut le résultat d'une erreur des Soviétiques: « Les aventures militaires soviétiques au tiers-monde, qui ont culminé avec l'invasion de l'Afghanistan, ont assuré la victoire politique des faucons américains ». Il en résulte que « la détente est morte aux États-Unis, et le processus de contrôle des armements véritable est en veilleuse ».

Les chapitres sur la mésestimation de la puissance soviétique et sur la prévention d'une guerre nucléaire en Europe renforcent sa conviction suivant laquelle « la seule action sensée consiste pour les États-Unis à s'orienter rapidement vers des négociations générales avec l'Union soviétique qui couvriraient tous les domaines et toutes les armes nucléaires ». Il est évident que Washington et Moscou doivent revenir à l'essentiel au niveau politique, s'ils doivent survivre, et pour cela, Bertrand Russel, cet érudit britannique à l'esprit légendaire, avait le meilleur conseil: « Souvenez-

vous que vous appartenez à l'humanité et oubliez le reste ».

André G. KUCZEWSKI

*Administration and Policy Studies*  
McGill University, Montréal

HIERONYMI, Otto (Ed.), *L'ordre international vu de Genève/International Order: A view from Geneva*. Genève, Association des Anciens Étudiants de l'Institut Universitaire de Hautes Études Internationales, coll. *Annales d'études internationales/Annals of International Studies*, vol. 12, 1983, 152 p.

Ce douzième volume des *Annales d'Études Internationales* publié par l'Association des Anciens Étudiants de l'I.U.H.E.I. de Genève réunit une série d'essais sur des problèmes spécifiques aux Relations internationales de l'ère nucléaire et planétaire dans la grande tradition de l'Institut et de la vision genevoise de l'ordre international. Rappelons, comme le fait son directeur, Christian Dominice, en s'interrogeant sur la vocation future de son établissement, que l'esprit de l'I.U.H.E.I. repose sur la tolérance, la rigueur, l'ouverture. Rechercher les faits et les expliquer, les évaluer et les apprécier, établir des projets, définir des objectifs et des modèles d'action, tels sont les stades successifs d'une démarche intellectuelle susceptible de faire progresser la science des Relations internationales.

Ces qualités sont bien celles qui résultent d'une enquête effectuée par questionnaire auprès des anciens étudiants de l'Institut portant sur l'enseignement qu'ils ont reçu. La pluridisciplinarité et l'approche globale des problèmes internationaux sont mises en valeur dans toutes les réponses analysées par le professeur Andras Nowember. Il existe donc bien une « perception genevoise » de l'ordre international.

Si on laisse de côté ces deux contributions – celles de Chr. Dominice et d'A. Nowember qui intéresseront beaucoup ceux qui envisagent de suivre les enseignements de l'I.H.E.I. – les autres s'ordonnent autour de quatre grands thèmes.

Le premier concerne l'Europe. Jacques Freymond, directeur et professeur honoraire de l'Institut, auteur de nombreux ouvrages, étudie d'abord la position de l'« Occident et l'évolution de l'Europe de l'Est ». Son point de départ est la crise polonaise de 1980-1981 mais il remonte à Yalta pour replacer ce douloureux événement dans son véritable contexte diplomatique et stratégique. Il conclut sévèrement en écrivant: « Ce qui a manqué, c'est une analyse en profondeur du système soviétique. Les élites de l'Occident ont agi trop fréquemment en ordre dispersé, chacun dans son domaine de spécialisation, chacun pour soi. Nous ne sortirons de l'impasse (...) que par un effort de réflexion en commun pour élaborer une politique globale ou, plus précisément, des politiques nationales articulées au niveau européen occidental... ».

Alexander Bruggmann, principal éditeur et rédacteur de politique étrangère de la *Tribune de Genève*, spécialiste connu des questions polonaises, consacre logiquement son essai aux « Aspects du régime militaire en Pologne ». Il pose les questions fondamentales; qui gouverne à Varsovie depuis le 13 novembre 1981? Réponse: Le Wron, c'est-à-dire le Conseil militaire de salut national. Au nom de quoi le Wron gouverne-t-il? Réponse: au nom du marxisme-léninisme, mais l'idéologie est une coquille vide... Ce pouvoir militaire ne représente que lui-même ou plutôt une Nomenklatura très attachée à ses privilèges et totalement coupée de la classe ouvrière polonaise. Ce qui est nouveau dans ce pays, c'est l'entrée en dissidence d'une société nationale toute entière. Face à la non-représentativité du POUP, le parti, on trouve Solidarnosc, la société soudée derrière son leader: Lech Walesa. Situation originale et sans précédent au sein du camp socialiste est-européen. Conclusion d'A. Bruggmann: « L'apparition du dernier avatar en date du marxisme-léninisme, le communisme botté, mais privé d'habillement idéologique, devrait inciter les Occidentaux à étudier de plus près les structures et les fonctionnements de l'Union soviétique et des États qu'elle téléguide ».

Quant à François Escher, chef du Groupe d'économie et de sciences sociales à Battelle-

Genève, il présente, lui, une étude très intéressante intitulée avec humour: « Un mécano pour construire des scénarios sur l'avenir des Communautés Européennes » et sous-titrée: « À propos de la prospective socio-politique dans l'enseignement des relations internationales ». Ces scénarios sont au nombre de trois: la « coopération continue » qui représente une évolution de statu quo; la « solidarité affaiblie », qui représente un regain des nationalismes particularismes; enfin, les « intérêts convergents » qui constituent un pas décisif vers l'Union européenne.

Le deuxième thème de réflexion des *Annales* porte sur la Suisse et ses relations économiques avec le système des Nations Unies (les institutions de Bretton-Woods: FMI – BIRD – AID). Ou si l'on préfère les rapports entre la Suisse et l'ONU économique, la Confédération – pour raison de neutralité – n'acceptant toujours pas d'entrer dans l'ONU politique (un référendum est cependant en préparation).

Franz A. Blankart et Bettina S. Hürni traitent de ces problèmes: le premier est ambassadeur, chef de la Délégation suisse près des Organisations internationales à Genève; la deuxième est économiste et fonctionnaire scientifique du secrétariat de la Commission des cartels.

Le troisième thème – purement économique et financier – a été traité par deux économistes anglo-saxons, V. Curzon Price et O. H. Hieronymi, dans leur langue maternelle. L'un étudie l'« esprit de Genève et le nouvel ordre commercial international », l'autre plaide pour la nécessité d'un « Retour aux taux de change fixes dans la perspective du Nouvel Ordre économique international des années 1980 ». Pierre-André Kunz, praticien et homme d'affaires, joint sa plume aux deux premiers pour défendre l'« Économie libre de marché ».

Reste à signaler l'article de Jacques Moireillon, membre de la direction du C.I.C.R., spécialiste éminent de droit humanitaire, qui forme le dernier thème d'analyse. Son essai est consacré naturellement au Comité international de la Croix-Rouge et plus spécialement à son avenir. Selon l'auteur, le C.I.C.R. devra

relever à l'horizon du troisième millénaire cinq grands défis. Le premier est l'« internationalisation de l'esprit ». Qu'est-ce à dire? Mononationale et condamnée à rester suisse, cette organisation devra faire un effort tout particulier pour comprendre tout ce qui n'est pas suisse et pour s'en faire accepter. En second lieu, la radicalisation des antagonismes politiques, économiques et dogmatiques – le manichéisme idéologique – menace l'application du « droit de Genève ». Celui-ci n'appelle-t-il pas – pour sauver les victimes des conflits armés – la tolérance, le dialogue, le respect de l'autre? Le troisième défi lancé au C.I.C.R. est celui de savoir former des hommes de qualité pour exercer des missions de plus en plus difficiles dans un monde de plus en plus dangereux. Le dernier *challenge* consiste à trouver les moyens d'une politique humanitaire à l'échelle des besoins et de ses tâches statutaires, à savoir: apporter protection et assistance aux victimes des conflits et aux détenus politiques; diffuser le droit humanitaire et les principes fondamentaux de la Croix-Rouge (humanité, impartialité, neutralité, indépendance); contribuer au développement des Sociétés nationales dans les domaines spécifiques du C.I.C.R.

Au total, cette douzaine de contributions donne un coup de projecteur sur des sujets d'actualité et d'avenir. Le volume 12 des *Annales d'études internationales* permet aussi de mieux connaître l'esprit de l'IUHEI, ses qualités comme ses efforts pour mieux préparer les étudiants aux problèmes de l'an 2000.

Daniel COLARD

Faculté de Droit  
Université de Besançon, France

RUGGIE, John Gerard (Ed.), *The Antinomies of Interdependence: National Welfare and the International Division of Labor*. New York, Columbia University Press, 525 p.

Dans son introduction à *The Antinomies of Interdependence*, John Gerard Ruggie identifie clairement la question qui a guidé les différents collaborateurs de cet ouvrage publié

sous sa direction: quelles sont les stratégies par lesquelles les pays peuvent assurer un mieux-être de leurs populations dans le contexte de la division internationale du travail (p. 1)?

Il a été courant de suggérer que la réponse à cette interrogation se trouvait largement circonscrite par l'action du capital international qui, spécialement organisé à travers un réseau complexe de multinationales, laisse une marge de manoeuvre finalement bien mince à leurs pays hôtes, surtout ceux assimilés au groupe des plus démunis. Cette évaluation tendrait à se confirmer à travers les données rappelées par Ruggie (p. 4): si le niveau de vie moyen des pays européens a atteint celui de la Chine seulement vers 1800, il faut constater que des écarts marqués ont commencé à se manifester subséquentement entre les pays aujourd'hui identifiés respectivement aux pays développés et au Tiers monde. La croissance de ces écarts est d'ailleurs fulgurante à mesure que le temps s'écoule: si vers 1870 on pouvait estimer que les pays riches jouissaient d'un niveau de vie moyen deux fois plus élevé que celui des pays pauvres, le facteur de comparaison passa successivement à trois vers 1900, à cinq en 1950, à sept en 1970, et à près de huit en 1977. Pour rendre ces observations encore plus dramatiques, Ruggie signale simplement qu'au début des années quatre-vingt le Produit national brut réel par habitant se trouve près de trente fois plus important dans les pays les plus développés par rapport aux pays les moins développés.

Ces constatations pourraient conduire à la conclusion que l'acquisition de l'indépendance (ou la décolonisation formelle) n'a pas produit des résultats très heureux. Cela serait dû à des stratégies « nationales » discutables ou aux contraintes irrépressibles imposées par le système international ou la division internationale du travail. Les multiples voies de solutions théoriquement proposées s'articulent selon Ruggie (pp. 9-15), autour de trois courants principaux: les stratégies d'expansion vers l'extérieur spécialement axées sur la promotion des exportations; les programmes d'établissement d'un nouvel ordre économique international spécifiquement appuyés sur une